

leur montrer le danger, pour la Hongrie elle-même, du gaspillage des ressources qu'offrirait à l'« union » un pays tel que la Croatie ; on était en droit de les croire mieux avertis que le véritable bénéficiaire de la politique inaugurée en 1880 par les bans de Croatie avait été surtout l'Autriche, dont les bans — le comte Hédervary plus que tout autre — servaient surtout les intérêts tout en affectant de prendre leurs instructions à Budapest.

L'accord d'intérêts et l'union de forces, dont l'acte de Fiume apparaissait comme l'expression tangible, n'excédait donc pas toute vraisemblance. Toutefois, pour qu'il pût donner son plein effet, produire de bons résultats, et surtout durables, il importait de faire table rase des ambitions passées, de renoncer à cette prétention lointaine des Magyars : tenir en vassalité les Croates qui, forts de leur contrat librement consenti, se sont toujours refusés à s'y soumettre.

En 1907, les difficultés surgirent de ce fait que les Magyars prétendaient obliger les employés des chemins de fer croates à parler le magyar en même temps que le croate. Ce désir d'imposer leur langue à toutes les nationalités transleithanies est aisément à com-